

14eme Congrès de l'ANECR

Les délégués de Loire-Atlantique reviennent sur un congrès d'ambition: résister au rouleau compresseur de la droite, défendre et mettre en œuvre des politiques de progrès... Les élu(e)s communistes et républicains sont mobilisés.

p 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 859

14 novembre 2008

prix: 0,70 €



Le PS et le PCF préparent leur congrès

Quelle gauche face à la crise ?

■ AGIR ET DÉBATTRE : LE PCF PRÉPARE SON 34E CONGRÈS

Les adhérents du PCF viennent de choisir leur base commune et restent mobilisés sur le terrain.

P 3

■ LA POSTE : MOBILISÉS POUR GAGNER

Le gouvernement met en suspend la privatisation. Syndicats et forces politiques de gauche restent mobilisés.

P 5

■ EN FINIR AVEC LES CRISES FINANCIÈRES

Frédéric Lordon livre la première analyse critique

P 6

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante :

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00
ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Sous le sabot du cheval (1)

Pas de sous dans la caisse, pas de sous pour les revendications. C'est sur cet air que Nicolas Sarkozy a rythmé tous ses discours depuis son arrivée aux affaires. **Pourtant, 9 milliards suffisent pour porter le SMIC à 1500 € en France et 7 autres pour boucher le trou de la sécu. Mais... pas de sous, alors serrez-vous la ceinture.**

Sous le sabot du cheval (2)

Le patron a dit, le premier ministre emboîte le pas sans attendre et annonce la réforme de la taxe professionnelle. L'inquiétude grandit dans les collectivités locales déjà soumises au régime de la vache maigre par les répercussions financières des différentes décentralisations de l'état. Il faut rappeler que la taxe professionnelle est l'une des principales sources de financement actuelle des collectivités locales.

Rupture mentale

Saluant la victoire d'Obama, Sarkozy décrit une Amérique qui a fait le choix « de la rupture ». Une manière comme une autre pour notre si modeste président de se comparer au nouveau président américain. **Et pourtant, n'a-t-il pas remarqué que ce dernier a été élu en dénonçant le bilan désastreux de Bush, celui là même dont Sarkozy « l'américain » été venu chercher l'adoubement.** De la même manière, Obama a fait campagne sur l'accès de tous à la santé et sur l'arrêt d'une politique militaire interventionniste là où Sarkozy casse la sécurité sociale et envoie des renforts en Afghanistan. Bref, d'une rupture à l'autre, Sarkozy semble avoir une présidentielle américaine de retard.



Les projecteurs tous braqués sur Barack Obama

Puisqu'on vous dit que c'est la crise!

Sur les 9 premiers mois de l'année, Total a dégagé un bénéfice de 11 Milliards d'euros, soit **21 % d'augmentation en 1 an.**

Coût sur coût

A l'issue d'une rencontre avec le président, le député communiste Jean-Pierre Brard révèle que **Sarkozy évalue le coût de la crise à 800 milliards d'euros pour l'Europe.** Pour ce qui est du coût social de la politique de Nicolas Sarkozy qui s'y ajoutera pour les travailleurs et les familles populaires, il faudra malheureusement attendre encore plus de 3 ans.

Simplicité

Pour Alain Gralepois, premier secrétaire de la fédération 44 du PS « **c'est simple, parmi les parlementaires, tous sauf 1 défendent la motion Delanoé.** » Ca coule de source... si l'on exclut que les présidents de la région et du conseil général votent Royal, que 2 maires et 3 vice président du conseil général votent Hamon et que le sénateur maire de Saint-Herblain ainsi que plusieurs conseillers généraux votent Aubry. Ceci dit les Français sont désormais habitués : Au PS, même quand c'est simple, tout devient compliqué !

Point de vue

Par Pedro MAIA



Les communistes ont choisi leur base commune de discussion pour leur 34ème congrès. C'est le texte proposé par le Conseil national qui sera discuté par tous les communistes lors de toutes les initiatives qui se dérouleront d'ici le congrès national des 12, 13 et 14 décembre. **Désormais, l'important est de mobiliser le plus grand nombre de commu-**

sur notre projet politique, sur nos choix stratégiques... Les réponses apportées ont la plupart du temps, été à géométrie variable installant toujours plus de confusion dans l'esprit des communistes. Des réponses bien souvent contradictoires avec le sens de l'adhésion et de l'engagement des militants. Le texte que nous allons retravailler ne devra pas être un texte de congrès de plus que chacun pourra interpréter comme il le voudra. **Il devra être un texte qui fixera une orientation dans la durée sur des choix clairs animés par une direction unie et respectueuse de la souveraineté des communistes.** L'amélioration de ce texte doit pour cela être l'affaire de tous les communistes, quel que soit le texte choisi lors de la consultation, tous les communistes ont leur mot à dire sur

ce qui va se décider. Les militants attendent de ce congrès qu'il apporte les changements nécessaires à la reconstruction d'un parti révolutionnaire de notre temps, un parti dans l'action qui réponde aux attentes populaires et qui porte l'idée qu'une autre société est possible. **La crise**

nistes pour améliorer ce texte. Il ne suffit pas de l'enrichir, il nous faut le retravailler parce que nous attendons tous que ce congrès sonne la fin du marasme dans lequel se trouve le PCF. La trop faible participation à la consultation et le résultat relativement bas obtenu par ce texte montre l'insatisfaction des communistes vis-à-vis d'une base commune qui n'est pas à la hauteur des enjeux posés au Parti communiste français, à ses militants et à la société de manière générale. Depuis des années, des interrogations fortes et légitimes traversent le PCF et les communistes, sur notre structuration et notre organisation,

Un congrès pour des choix clairs et une orientation dans la durée

financière qui est la crise du capitalisme, les troubles mondiaux, les conséquences économiques, sociales et sociétales sur le monde montrent toute la pertinence de nos propositions, il s'agit maintenant de leur donner un cadre, une perspective d'avenir, un projet communiste du 21ème siècle.

2009 : Des élections européennes dans un monde en crise

C'est avec la volonté de se hisser à la hauteur des enjeux que le CN du PCF a adopté une résolution ambitieuse sur les élections européennes.

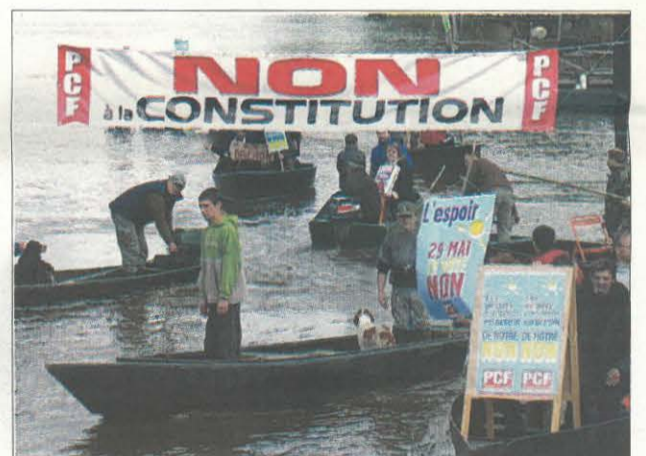
Considérant que « La crise financière et systémique qui déferle sur l'économie mondiale place toutes les forces de gauche européennes face à un défi : celui de se hisser à la hauteur des enjeux de l'heure, en produisant les idées et en rassemblant les forces à même de disputer aux dirigeants en place les choix stratégiques à faire pour s'attaquer aux racines du mal et changer radicalement de cap.

L'expérience -jamais encore vécue dans cette mesure par les générations actuelles- des développements récents de cette crise conforte ce que nous avons appelé la « crise de légitimité » du modèle de société actuellement mis en œuvre dans l'Union européenne. Les élections européennes de 2009 se dérouleront dans « un contexte sans précédent ».

Cette situation valide en tous points l'ambition que nous avons pour cette échéance électorale : celle de **faire en sorte qu'une part significative de cette vague de contestation**

s'exprime à cette occasion par un vote pour des candidates et des candidats porteurs d'un réel projet de transformations profondes, de refondation, de la construction européenne, et non se perdre dans l'un des multiples exutoires qui lui seront vraisemblablement proposés. »

Un objectif considéré comme « réaliste » après le vote de rejet du projet de traité constitutionnel, d'autant que « le sentiment de révolte contre l'« économie de marché ouverte où la concurrence est libre » progresse. Dès lors, « Prenant toute la mesure de la gravité des conséquences de cette crise systémique pour notre peuple comme pour l'ensemble des peuples si des transformations profondes ne commencent pas, d'urgence, à être entreprises, **le Parti communiste français prend l'initiative de lancer un appel aux forces politiques et sociales, aux femmes et aux hommes représenta-**



tifs des courants politiques progressistes, comme du mouvement syndical, social et associatif, dans toute leur diversité, qui partagent de tels objectifs et se reconnaissent dans cette démarche. » Des convergences et une diversité qui pourrait se retrouver dans les candidatures pour « créer les conditions de l'élection du maximum de députés en faveur d'une réorientation profonde de la construction européenne, avec, parmi eux, des députés communistes, notamment dans les deux circonscriptions où le PCF a un élu sortant. »

De vous à moi...

Si j'écoute les sirènes du libéralisme, je devrai vivre demain, dans un monde nouveau où plein de barrières seraient supprimées, où de multiples gardes fous seraient enlevés pour... plus de libertés. En un mot, un monde plus juste, plus égalitaire. Un chouette de truc en somme... Mais réveillons-nous, la réalité est là, cruelle et dévastatrice. Ces barrières supprimées, ces gardes fous enlevés n'ont pour effet que de donner plus de liberté aux riches, aux exploités afin de mieux et plus presser le petit, ce travailleur, celui de la France d'en bas. C'est ainsi qu'au nom de ce satané libéralisme, nos chers députés de cette satanée droite sarkozienne ont « supprimé ce droit, selon eux, absurde de forcer un travailleur à partir en retraite alors qu'il voulait continuer à travailler ». Quel geste de démocratie, de liberté que de permettre à ce brave travailleur du bâtiment ou autre, de compter les jours de la quille jusqu'à 70 ans... Le ministre du travail peut tenter d'expliquer « qu'il faut donner aux Français l'envie de prolonger leur vie professionnelle », cela ne suffira pas à justifier un tel recul social et sociétal. Il n'y a bien que ceux qui ne fatiguent pas beaucoup en gagnant des fortunes pour se féliciter de cette hypocrisie, il n'y a bien que les amis de Laurence Parisot pour déclarer « la mesure historique » quand le chômage repart de plus belle et que deux salariés sur trois de 57 ans se voient évincés de leur entreprise. Y.C.

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

Retour en Force de l'Etat dans le capital des chantiers de Saint-Nazaire

Le gouvernement français de reprendre une part importante du capital de Chantiers de l'Atlantique avec l'acquisition de 33% des parts du capital. Une décision qui « va dans le bon sens » pour la fédération de Loire-Atlantique du PCF qui souligne que « C'est évidemment le poids de la crise, de futurs choix stratégiques de l'entreprise, mais aussi sûrement de la lutte des salariés de la région nazairienne et des élus, au premier rang desquels les élus communistes, qui a entraîné cette position du gouvernement. /.../ Plus que jamais, l'intervention des salariés, de leurs organisations syndicales, l'intervention des élus locaux départementaux, régionaux et nationaux, est à l'ordre du jour.

Le Parti Communiste Français, ces élus vont s'adresser dès les prochains jours, aux salariés des Chantiers et des entreprises sous traitantes, aux habitants de la région nazairienne pour, ensemble, intervenir de manière massive afin que les choix du développement de l'emploi avec statut, de la formation soient pris en compte dans cette nouvelle situation. »

Congrès du PS : Delanoé en tête en Loire-Atlantique

Un résultat à contre courant puisque sur le plan national, c'est la motion de Ségolène Royal qui a obtenu le meilleur résultat avec 29% des voix. En Loire-Atlantique c'est Bertrand Delanoé qui obtient la première place avec plus de 37% des suffrages. A noter le bon résultat de la gauche du parti avec la motion Hamon qui obtient la deuxième place et 23% des voix et arrive même en première position dans la section de Saint Nazaire.

Casse tête épineux en tout cas pour un parti toujours divisé et qui devra composer avec le retour en forme de Royal.

Face à la crise, les communistes haussent le ton !



Être à la hauteur d'une des crises les plus graves depuis celle de 1929, voilà l'ambition que partage l'ensemble des communistes. Une ambition qui se concrétise dans l'ensemble du PCF par la volonté de comprendre et d'analyser cette crise à la fois financière, économique, et sociale, de partager ces analyses avec la population, et de mettre en débat des propositions pour, non seulement sortir de cette crise mais aller vers un autre mode de développement. Du Conseil national, jusqu'aux marchés de Nantes, Saint-Nazaire ou de la Brière, tour

d'horizon d'une mobilisation tous azimuts.

Réuni le 15 octobre en session exceptionnelle, le Conseil national a auditionné cinq économistes et un sociologue de gauche, tant sur la profondeur et les mécanismes de la crise ou le rôle des politiques économiques qui ont contribué à sa formation, que sur les réponses que les capitalistes y apportent ou les alternatives dont la gauche et les communistes sont porteurs. Les orateurs qui sont notamment tombés d'accord sur le type

de crise dans laquelle nous sommes. Exemple avec Paul Boccard, économiste communiste : « Si le système est devenu fou, ce n'est pas parce qu'il y aurait des zones où le capitalisme deviendrait sain et normal, comme le laisse entendre Nicolas Sarkozy, mais parce que sa logique de rentabilité financière est poussée à son paroxysme. » Des convergences se sont aussi faites jour sur les réponses à y apporter avec par exemple la hausse des salaires, pour laquelle Liêm Hoang Ngoc, délégué national à du PS à l'économie préconise la réunion rapide d'une conférence salariale, ou sur la mise en place d'un pôle bancaire public. Le Conseil national, constatant comment la confrontation d'idées à gauche pouvait déboucher sur des convergences, a décidé d'engager une série de 1 000 rencontres sur l'ensemble du territoire conjuguée à la sortie d'un 4- pages édité à 2,5 millions d'exemplaires afin que l'ensemble des salariés et de la population puisse intervenir dans ce débat.

Un appel à démultiplier l'in-

tervention du Parti dont les communistes de Loire-Atlantique se sont emparés au travers notamment de la sortie d'un tract à 40 000 exemplaires qui a permis de nourrir les initiatives sur les marchés, dans les quartiers populaires ou aux portes des entreprises. Deux journées d'initiatives ont déjà été organisées à Nantes et à Saint-Nazaire, avec à chaque fois un excellent accueil. Ce qui confirme aujourd'hui combien sont importantes les attentes dans la population.



L'écho du congrès...

Les jeunes et les nouveaux adhérents planchent sur le 34ème congrès

Dans le cadre de la préparation du 34ème congrès, la fédération a pris l'initiative d'organiser une rencontre pour donner la parole aux jeunes et nouveaux adhérents. L'occasion pour la quinzaine de militants réunis d'échanger et le plus souvent de partager une ambition pour l'avenir.

Pour ceux là, pas question d'en rabaisser sur une identité communiste avec laquelle ils se sentent plutôt à l'aise. Samuel l'affirme avec conviction: « C'est le caractère révolutionnaire du parti qui me semble le plus important ». Pour René, jeune retraité cheminot, l'important, c'est de « mieux faire voir » notre combat « aux côtés de ce qui lutte ». C'est précisément ce qui a poussé Christophe, syndicaliste à Trelleborg à rejoindre le parti, constatant que seuls les communistes étaient présents sur le terrain sur la durée et non uniquement au moment des élections. Alors pour lui, les choses sont simples: « Quel parti restera-t-il à gauche sans le PCF? ». Etudiant en design, Christophe acquiesce: « Ce serait une erreur de créer un autre parti, le PCF a une

histoire derrière lui, le nom doit rester. » Il estime par ailleurs que « ce serait une erreur de se reconstruire sur l'extrême gauche ». Le débat s'engage alors sur l'initiative de Besancenot et son NPA qui laisse les uns et les autres dubitatifs. Anna, jeune étudiante en architecture dit avoir « adhéré au Parti Communiste pour construire, être contre ne suffit pas ». Joel, entrepreneur aux Sorinières en est convaincu « il déchantera du NPA ». Alors quels enjeux pour le PCF dans la période actuelle? Christophe appelle « à un travail interne ». Pour Joel « Les luttes des classes existent mais le Parti a besoin de plus s'ouvrir pour être plus efficace ».

Confronté aux menaces de licenciements à Trelleborg, Christophe souhaite « plus d'engagement à l'entreprise » pour porter efficacement la nécessité de réorienter l'argent. C'est autour de ces idées que les uns et les autres prolongeront le débat en se prononçant au moment de la consultation. De quoi espérer que le 34ème congrès se porte à la hauteur des attentes et du dynamisme de celles et ceux qui sont venus renforcer le PCF.

La base commune de discussion adoptée

Pour préparer leur 34ème congrès, les communistes avaient le choix entre 3 textes soumis au vote. C'est celui travaillé par le conseil national intitulé « Vouloir un monde nouveau, le construire au quotidien » qui a recueilli une confortable majorité. En effet, ce sont plus de 60% des voix qui se sont reportés sur ce texte contre 15,04% au texte

souligne un choix clair des communistes qui « veulent faire vivre un Parti communiste transformé apte à relever les défis de la bataille idéologique et politique du projet de civilisation libérale de Sarkozy en étant les promoteurs modernes d'une alternative crédible pour un profond changement de société. » Et d'appeler désormais à ce que l'ensemble des commu-

Les résultats témoignent d'une exigence forte à ce que la base commune corresponde aux attentes des communistes

« renforcer le PCF, renouer avec le marxisme » et près de 25% au texte « Faire vivre et renforcer le PCF, une exigence de notre temps ». Des résultats sensiblement différents ont été observés en Loire Atlantique puisque près de 70% des communistes du département ont fait le choix du texte proposé par le conseil national contre 15% aux deux autres textes. A noter que ces résultats s'accompagnent d'un taux de blanc et nul d'environ 10% au niveau national comme sur le plan départemental.

Dans un communiqué, la direction nationale du PCF

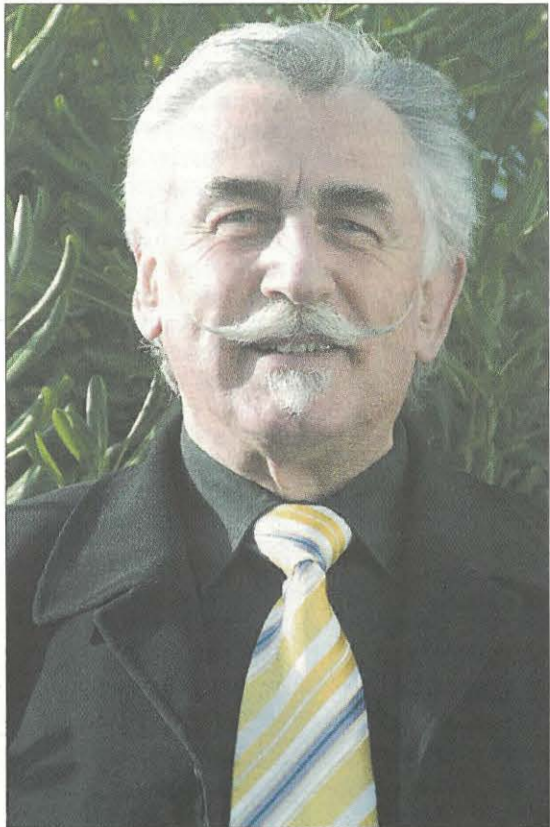
nistes engagent le travail pour améliorer cette « base commune ».

En effet, le résultat des textes alternatifs, tout comme celui des votes blancs et nuls expriment tout à la fois des exigences fortes et des inquiétudes quant à l'avenir du PCF. Il convient donc désormais de rassembler l'ensemble des communistes pour arriver au lendemain du 34ème congrès à un parti uni et déterminé à mettre en mouvement des idées partagées. Le travail d'amendement, les conférences de section et le congrès départemental devraient y aider.

Le dossier.

Congrès de l'ANECR

Faire front commun face au rouleau compresseur de la droite



Nous étions quelques 700 délégués au congrès de Montpellier. 12 venaient de Loire Atlantique (5 femmes, 7 hommes). Si je ne devais retenir qu'une chose de ces trois jours d'intenses débats c'est le profond renouvellement des élu(e)s de la famille communiste depuis mars 2008. Pas loin de la moitié sont nouveaux. La féminisation est en marche, pas seulement quand la loi en fait obligation : le groupe communiste, républicain et citoyen du Sénat est le seul groupe du parlement qui compte autant de femmes que d'hommes. En Loire Atlantique, il y a cinq femmes et cinq

hommes dans le bureau de notre association... J'ai noté aussi la grande diversité des parcours politiques de celles et ceux qui nous rejoignent. C'est un des résultats concrets de la grande ouverture des listes pour les municipales. **La crise du capitalisme, ses conséquences terribles pour nos collectivités et leurs habitants – plus de 25 000 milliards de dollars perdus à la Bourse de Paris depuis le début de l'année-, poussent les gens à se regrouper et à sortir des sentiers battus.** C'est pourquoi, tout en revendiquant déjà plus de 11 000 adhérents à travers le pays (plus d'une centaine dans notre département), les responsables de l'ANECR soulignaient que les comptes étaient loin d'être définitifs et que les adhésions se poursuivaient.

D'autant que les menaces se précipitent. A travers la loi de finance 2009 avec la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) qui stagne, la Dotation

travers la réforme des collectivités locales menée tambours battants... Le président de la République et le président du groupe UMP à l'Assemblée ne cachent pas qu'ils attendent un « **Big Bang territorial** » de la commission BALLADUR qui vient d'être installée. Sous prétexte de réduire la dépense publique, ils accusent, contre toute réalité, les collectivités, les élus, de gaspillage. En réalité, la droite veut en finir une bonne fois pour toutes avec ces lieux de résistance et de solidarité. Elle rêve de « **spécialiser** » les collectivités et de faire des élu(e)s locaux de simples agents du pouvoir central.

Ils avancent au rouleau compresseur, pour autant rien n'est joué. Des propositions que l'ANECR porte de longue date comme celle de taxer les actifs financiers pour financer les investissements publics sont de mieux en mieux entendues. Le premier recul obtenu à propos de la réforme de la DSU

prouve que, rassemblés et déterminés, nous pouvons mettre en échec ceux qui nous gouvernent. Nous venons de rencontrer la Fédération nationale des élus socialistes et républicains. Nous avons convenu ensemble de proposer à toutes les associations d'élus de gauche, citoyennes, progressistes et écologistes de se regrouper dans « **un front commun** » et de promouvoir toutes les initiatives qui pourront faire avorter ces projets de tous les dangers.

Marc Justy,
Président de l'ADECRC 44

Des propositions que l'ANECR porte de longue date comme celle de taxer les actifs financiers pour financer les investissements publics, sont de mieux en mieux entendues.

de Solidarité Urbaine (DSU) menacée (devant la levée de boucliers venant de tous bords, un premier recul a néanmoins été gagné pour l'an prochain), le Fonds de Compensation de la TVA qui devrait disparaître, la suppression de la taxe professionnelle annoncée... A

L'ADECRC de Loire-Atlantique

L'Association Départementale des Elu(e)s Communistes et Républicains de Loire Atlantique c'est plus d'une centaine d'élus dans le département, elle regroupe les élu(e)s communistes mais aussi de nombreux élu(e)s progressistes qui ont fait le choix de participer aux travaux de l'association.

En quelques chiffres, l'ADECRC c'est :
2 maires,
27 maires adjoints,
1 conseiller général,
3 conseillers régionaux,
22 conseillers communautaires dans cinq intercommunalités,
1 bureau de 11 membres à parité hommes/femmes.
Représentant la Loire Atlantique, Gilles BONTemps et Marc JUSTY ont été élus au Conseil National de l'ANECR à l'occasion du congrès. Le bureau de l'ADECRC 44 est composé de Audrey Barré (Blain), Gilles Bontemps (Saint-Herblain), Marc Justy (Saint-Joachim), Raymond Lannuzel (Nantes), Françoise Lastennet (Montoir), Valérie Létrange (La Chapelle-Launay), Michel Lucas (Coueron), Sabine Mahé (Trignac), Véronique Mahé (Saint-Joachim), Mireille Pernot (Rezé), Christian Saulnier (Saint-Nazaire). Un membre associé : Christian Pelloquet (Coueron)

Elles ont dit :

Chantal BEYER, Maire adjointe de Montoir



Maire adjointe à l'enseignement à Montoir, j'entame mon troisième mandat

d'élue. C'est donc en ayant derrière moi une certaine expérience que je tire, à chaud, trois enseignements du congrès de

Montpellier. **D'abord cette fraternité forte, cette complicité reconfortante des gens qui luttent, qui s'accrochent à des valeurs, qui ont un idéal à défendre et qui veulent profiter de ce rendez-vous pour écouter, échanger, se ressourcer avant de repartir sur leur terrain.** Ensuite, cette crainte dont je ne peux me défendre, de voir, au nom de l'ouverture, le Parti communiste (mon parti), sortir par la petite porte d'une ANECR qui diluerait peu à peu ses valeurs et perdrait son identité. Enfin, cette impérieuse nécessité de retourner

vers les gens, d'être davantage aux côtés de tous les exploités,

de renouer avec cette pratique de terrain et de lutte qui a, depuis toujours, fait notre originalité.

Renouer avec notre culture de terrain et de lutte

Sandrine Fleurimont, Maire adjointe de Saint Herblain



J'exerce mon premier mandat d'élue depuis les dernières élections municipales, en charge du quartier Nord et de l'action socio-culturelle. Découvrant l'engagement municipal, j'ai pu rapidement apprécier l'aide que m'ont apporté les camarades avec qui je siége au conseil municipal. Dans le prolongement j'ai naturellement fait le choix de rejoindre l'ADECRC. **J'y ai trouvé un collectif humain expérimenté mais qui sait aussi faire confiance aux nouveaux élu(e)s** puisque'on m'a proposé de faire partie de la délégation de Loire-Atlantique au congrès de l'ANECR à Montpellier.

Impressionnée par le nombre d'élus(e)s présents, j'ai pu rencontrer des hommes et des femmes de toute la France pour échanger avec eux sur la situation politique et les responsabilités qui sont les nôtres. **Nous ne sommes pas des profes-**

Un collectif humain utile aux nouveaux élu(e)s

sionnels de la politique, être élu(e) n'est pas un métier, c'est un engagement militant le temps d'un

mandat, qui nécessite des formations régulières sur des domaines très précis.

Il est donc extrêmement important pour nous élu(e)s de pouvoir s'appuyer sur des associations comme l'ANECR et le CIDEFE.

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Pseudo-volontariat

Prétextant vouloir maintenir le déficit de la sécurité sociale en dessous de 9 milliards d'euros, l'équipe de N. Sarkozy repousse insidieusement l'âge de la retraite à 70 ans. Comme pour le travail du dimanche, le pseudo-volontariat est avancé pour justifier ce scandale. Comme si, les retraités qui vivent aujourd'hui si nombreux sous le seuil de pauvreté, et même ceux aux revenus si modestes, pouvaient avoir le choix.

Pour les personnels Air France, cet âge de la retraite est également repoussé à 65 ans pour les pilotes, et à 60 ans pour les autres personnels navigants. Toujours sous couvert de pseudo volontariat !

C'est la crise pour certains...

Le taux du livret A devrait baisser en février 2009. La rémunération de ce livret devrait passer de 4 % à 3,5 %, voire 3 % selon l'importance de la baisse de l'inflation.

Alors que d'autres....

Le budget pour l'équipement de l'armée française sera en hausse ! Ainsi, la loi de programmation militaire consacre plus de 100 milliards d'euros aux équipements entre 2009 et 2014.

...et d'autres

Augmentation des bénéfices de Total (sur un an) de 21 %. Les bénéfices se sont élevés à 21 milliards sur 9 mois.

Autre signe de la crise

Logement : en quatre ans, le nombre d'impayés a augmenté de 71 %. C'est dans le parc privé que l'augmentation est la plus forte (+ 96 %) mais dans le secteur social que l'on trouve le plus grand nombre de personnes en difficulté : près de 296 000 fin 2006, contre un peu plus de 200 000 dans le secteur privé.

Après le 19 octobre

L'ensemble des 21 organisations se félicite du succès de la mobilisation qui a rassemblé largement la communauté éducative, personnels d'éducation, parents, militants associatifs, lycéens et étudiants. Elles appellent à l'action pendant la semaine du 17 au 21 novembre, autour de la Journée internationale des droits de l'enfant du 20 novembre, puis lors du Salon de l'éducation (27-30 novembre).

Touche pas à ma poste !

La Banque postale a ouvert 260 000 livrets A entre le 1^{er} septembre et le 15 octobre 2008, contre 35 000 par mois en temps normal... Et Nicolas Sarkozy voudrait privatiser l'établissement.

Rassemblement le 22 novembre

À Nantes, à 15h, Place Bretagne
À Saint-Nazaire, à 15h, devant la Poste Place de la République

A mille lieues des promesses

La politique menée par le gouvernement dans l'enseignement supérieur et la recherche conduit à un affaiblissement du service public et à une remise en cause de ses missions, au creusement des inégalités entre établissements, à un renforcement des inégalités entre étudiants et à une dégradation de leurs conditions de vie, ainsi qu'à une détérioration des conditions d'emploi et de travail des personnels. L'enseignement supérieur et la recherche doivent être une priorité pour le pays. Loin de rendre cette exigence caduque, la crise actuelle témoigne du besoin de dépenses d'avenir.

Les cheminots européens à l'offensive !



En ouvrant les portes de la libéralisation, les gouvernements font le choix de la mise en concurrence sociale entre salariés privés et publics.

Les raisons ne manquent pas pour les cheminots européens de

manifestar leur mécontentement et de pousser leurs revendications : désintégration des systèmes ferroviaires nationaux, déstructuration des entreprises historiques, remise en cause des fondamentaux telle la Sécurité du transport de marchandises et voyageurs.

A la demande des Organisations syndicales européennes affiliées à ETF (Fédération Européenne des Transports), le secteur ferroviaire a décidé d'organiser une grande manifestation européenne du rail à Paris, place de la Bastille le 13 novembre à partir de 11h.

Membre d'ETF, la fédération CGT des cheminots s'inscrit pleinement dans cette action pour mettre sous pression le patronat du ferroviaire, les instances européennes et le gouvernement. Notre fédération propose à tous les cheminots du privé et du public de se mobiliser.

Les bases syndicales CGT se multiplient dans de nombreuses entreprises privées ferroviaires françaises malgré d'énormes pressions patronales.

Le syndicat CGT de Nantes appelle les cheminots nantais salariés de l'entreprise historique et les cheminots de l'entreprise privée Euro-Cargo Rail, implantée en gare de Chantenay, à s'inscrire dans cette action. Ensemble, nous pouvons développer et construire le ferroviaire social, économique et écologique de demain pour répondre aux besoins des usagers.

Loïc Garrec,
Secrétaire général syndicat CGT
des cheminots de Nantes



La santé en danger

La loi Hôpital-Patients-Santé-Territoires, qui devrait venir prochainement en discussion à l'Assemblée, sera lourde de conséquences sur le devenir de l'hôpital public. L'hôpital entreprise et la privatisation en sont le fer de lance avec, en particulier, l'introduction de missions de services publics pouvant être intégralement dévolues aux cliniques privées. Le renforcement de l'autoritarisme de l'État par le biais des agences régionales de santé vient compléter le tableau et donner les moyens des restructurations à marche forcée. Cette réforme met en

musique les propositions les plus libérales des rapports préparatoires à la Loi, notamment le rapport LARCHER, mais aussi les préconisations du trop fameux rapport ATTALI. Ce projet de Loi, au-delà

du chantier de construction d'une médecine « à deux vitesses » déjà bien engagée, constitue une des pièces mortelles pour la santé publique du dispositif que ce Gouvernement compte mettre en



place. Il vient en parallèle du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2009 et en continuité des mesures précédentes (franchises, tarification à l'activité pour les hôpitaux, remboursements...).

Notre système de santé, qui reste encore l'un des meilleurs du monde par son maillage territorial et sa protection sociale solidaire, est en danger. Assurés sociaux et usagers, service public de proximité, soins de qualité accessibles à tous seront les premières victimes de la politique gouvernementale.

Le 22 novembre sera une occasion de démontrer notre détermination pour défendre les valeurs de

Gagner, c'est possible

Alors que le conseiller spécial de Sarkozy, a estimé que le projet d'ouverture du capital de La Poste devait être gelé en pleine crise financière, les Fédérations CGT, SUD, CFDT, FO et CFTC ont décidé d'appeler ensemble postiers, usagers, élus à une nouvelle journée nationale d'actions unitaires le samedi 22 novembre 2008 pour amplifier et élargir la mobilisation.

Car on voit dans cette annonce un encouragement à multiplier les initiatives d'actions pour assurer l'avenir du service public postal et celui des postiers.

La forte journée du 23 septembre avec près de 40 % de grévistes a marqué une étape importante de mobilisation, d'information et de sensibilisation de la population. « Le rapport de forces créé est historique » affirme la CGT. En témoignent les 61 % de citoyens qui se prononcent contre la privatisation de La Poste, l'opposition affichée par de nombreux élus, les plus de 300 000 signatures de la pétition de la CGT (en LA : 5666 signatures).

De plus, pour la première fois, un comité de plus de cinquante organisations syndicales, associatives et politiques à l'échelle nationale, s'est rassemblé autour de la mobilisation contre la pri-



vatation de La Poste, pour l'ouverture d'un débat public et un référendum sur le service public postal.

En Loire-Atlantique, CGT, FO, CFTC, Sud PTT, Solidaires, FSU, PCF, PS, MRC, Alternatifs, UDB, NPA, ADERC, LDH, ATTAC, CNL ont prolongé cette initiative dans la mise en place d'un comité départemental. Ce dernier se félicite que les organisations syndicales, dans l'unité et dans le prolongement de la réussite du 23 septembre, aient décidé d'appeler à une journée nationale d'action le 22 Novembre.

Cette journée doit permettre d'élargir et de gagner l'engagement d'un plus grand nombre dans l'action pour la défense du service public postal. Ainsi, nous créerons les conditions d'une victoire qui peut être arrachée avant même la convocation d'un référendum.

Evènements, culture, idées.

Crises financières :

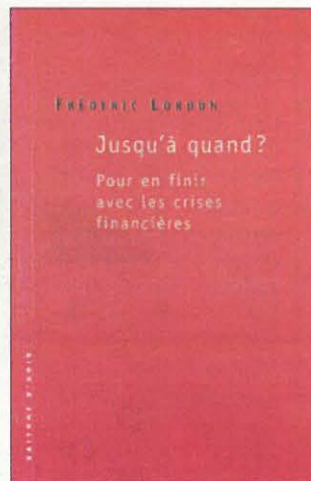
Pourquoi, jusqu'à quand et comment en finir ?

Le cours stupéfiant pris par la crise depuis septembre 2008 a littéralement pulvérisé toute stratégie attentiste. Selon F.Lordon, désormais « nul ne peut plus feindre d'ignorer que ce sont les structures mêmes des marchés de capitaux libéralisés qui sont en question, et que les laisser à l'identique vaut, ipso facto, renouvellement à l'abonnement « crise et krach ».

L'auteur nous livre en ce sens ici la première analyse critique, non opportuniste ni révisionniste, des origines historiques et techniques de la crise financière. Pour lui, « les années 2007-2008 sont appelées à figurer très haut dans l'histoire de la déraison financière ». Depuis que la déréglementation est sur les rails, observe-t-il, de 1987 à 2008 il ne s'est pas passé plus de deux ans et demi sans secousse majeure. Comment ne pas y voir une série, face à laquelle il n'est guère d'autre solution que d'abandonner les évolutions grandioses et fallacieuses de « l'histoire », pour ouvrir la boîte noire de la finance ?

Certes son analyse est-elle pointue, mais elle mérite cependant l'effort qu'elle exige sachant que « par une injustice politique classique la critique radicale est d'emblée jugée illégitime quand bien même les évènements ne cessent de lui donner raison. Surmonter cet

obstacle exige qu'elle ne cède en rien dans la technicité, prix à payer pour mieux accéder au discours politique ».



La crise financière, qui met en évidence le délabrement néolibéral, serait-elle donc le signe annonciateur d'un changement d'époque ? A l'heure de sa crise, le capitalisme financiarisé mérite le nom disgracieux, mais rigoureux, de « capitalisme de déréglementation à dominante financière ». Il est structurellement un régime de basse pression salariale, auquel la béquille du crédit à haut débit sert de perfusion : « drogue dure d'un régime à basse pression salariale, la dette des ménages est poussée jusqu'à ses dernières limites ». De la sorte, « par ses volumes colossaux, par le nombre des ménages qu'ils concerne, par le poids des engagements individuels qu'il suppose et par ses effets

d'entraînement de toutes sortes, il se pourrait bien que l'immobilier ait été le véritable cœur de l'économie étasunienne, sans doute moins glamour que toutes les mythologies techniciennes, entrepreneuriales et flexibles savamment entretenues à son propos ».

Alors que dans le même temps, en France, « on travaille juste à installer complètement le modèle importé des Etats-Unis au moment où celui-ci entre en crise », une occasion est offerte de briser quelques lances avec la gauche de la droite (E.Cohen, N.Baverez, J.Attali) et ces « spécialistes disqualifiés » pourtant toujours omniprésents : « A la télévision, à la radio, dans la presse écrite, qui pour commenter l'effondrement du capitalisme financier ? Les mêmes bien sûr ! Tous, experts, éditorialistes, politiques, qui nous ont bassinés pendant deux décennies à chanter les louanges d'un système qui est en train de s'écrouler : ils sont là, fidèles au poste, et leur joyeuse farandole ne donne aucun signe d'essoufflement. Tout juste se partagent-ils entre ceux qui, sans le moindre scrupule, ont retourné leur veste et ceux-là qui, un peu asexués par le choc, tentent néanmoins de poursuivre comme ils peuvent leur route à défendre l'indéfendable au

milieu des ruines » (F.Lordon, Le Monde Dipl., nov. 2008). Les socialistes français ont décidé, quant à eux, dans leur charte des principes fondamentaux, de déclarer leur adhésion sans réserve à l'idée du « marché », au moment précis où le capitalisme déréglementé part en morceaux.

Quel devrait cependant être l'enseignement principal de cette énième, mais singulière secousse de la finance en tant qu'elle signale les limites du régime d'accumulation où elle se trouve incluse ? Si la réponse déborde le seul cadre de la finance, alors la réponse se doit d'être à la hauteur : s'il ne s'agit pas d'une crise de la seule finance, mais bel et bien d'une crise du régime de croissance, c'est bien l'ensemble des formes du « capitalisme déréglementé à dominance financière » qui appelle une profonde transformation, avec dans la foulée de celle de la concurrence. En ce sens, l'auteur, sur la base de six principes, avance « neuf propositions pour en finir avec les crises financières ».

Une lecture un peu difficile certes, mais assurément éclairante et salutaire. F.Lordon, "Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières...", Ed. Liber, Coll. Raisons d'agir, octobre 2008, 220 p., 10 €.

LIRE

Recherche lutte des classes, disparue

Ce livre découle d'une citation de W.Buffett, première fortune mondiale : « La lutte des classes existe, et c'est la mienne, celle des riches, qui en est en train de la remporter ». De son propre aveu, rien ne qualifie F.Ruffin pour mener cette (en) quête à la recherche de la lutte des classes disparue :

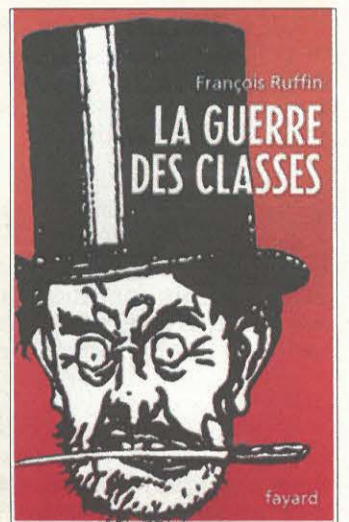
« J'ai plutôt baigné dans un vague humanisme chrétien. Jésus plus que Lénine, les jésuites plus que les trotskistes », mais « partout où mon regard se pose, j'aperçois cette guerre des classes à l'œuvre ».

A partir de témoins de son Vimeu amiénois natal, du Nord ou de la Lorraine Cœur d'acier, il affirme « que la guerre des classes existe, et l'écrasement d'une classe par l'autre, traverse toute la société, qu'elle est structurelle et non sectorielle. Qu'il s'agit d'un constat scientifique, rationnel, et non partiel ou partiel ! Que se déroule ainsi au-dessus de nos têtes, invisible, comme un bras de fer global et non local, entre le Capital et le Travail, la force du premier qui fait plier le second ».

Ensuite, il relit les discours politiques à la lumière de cette disparition : en gros, déni à droite et omission à gauche, où personne ne trouve vraiment grâce à ses yeux. Ni M.-G. Buffet, ni O.Besanconot, ni surtout le PS et particulièrement V.Peillon, non pour « s'acharner sur un individu », mais parce que c'est son « spécimen de proximité » qui symbolise le divorce du PS avec les classes populaires. En trente années de pouvoir le PS - depuis F.Mitterrand : « la lutte des classes n'est pas pour moi un objectif : je cherche à ce qu'elle cesse » - devenu le parti de la France qui se porte bien. En 2007, S.Royal recueillait 54 % des voix chez les Français qui « s'en sortent très facilement », contre 49 % chez les ouvriers et les employés.

Enfin, l'auteur examine les conséquences d'un tel renoncement justifiant tous les abandons, qui ne nourrit une extrême confusion dans les têtes. Avant de terminer par un vibrant hommage à J.Jaurès - affadi jusqu'au point d'être récupéré par N.Sarkozy - qui affirmait : « ce que la vie m'a révélé, ce n'est point l'idée socialiste, c'est la nécessité du combat ».

F.Ruffin, « La guerre des classes », Fayard, octobre 2008, 250 p., 19 €.



VOIR...



Histoire du Lycée de Savenay

L'AHLS (Association d'Histoire du Lycée de Savenay) présente une exposition sur l'histoire d'un établissement qui, au cours du XX^e siècle, fut successivement Ecole Primaire Supérieure, Collège Moderne, Lycée Municipal, avant de devenir le Lycée d'Etat Jacques Prévert occupant désormais les locaux de l'ex Ecole Normale.

Une histoire singulière notamment marquée par l'épisode de l'Hôpital américain des années 1917-1919.

L'exposition en 20 panneaux sera visible dans le CDI de l'établissement, ouvert exceptionnellement, le samedi 15 novembre de 9h30 à 12h et de 14h à 17h30.

Un livret CD de l'exposition, avec des bonus (plus de 100 photos), sera disponible pendant l'exposition, au prix de 7 €.

Site : <http://ahls.over-blog.com/>

MÉDIAS

Aux origines de la presse nantaise

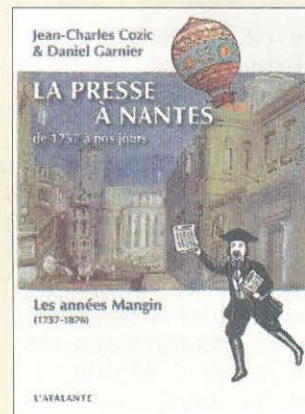
Ce livre, publié aux éditions nantaises de l'Atalante, rappelle que dans cette ville l'histoire de la presse remonte certes, dès 1757, sous l'Ancien Régime, aux « Affiches » de Joseph Mathurin. A travers le républicain National de l'Ouest en 1837 sous la Monarchie de Juillet et jusqu'au Phare de la Loire au début de la III^e République, les Mangin ont cependant d'abord largement dominé la presse locale.

Quand, venant de Paris, Louis Victor Amédée

François Mangin arrive à Nantes en 1777, il a tout juste 22 ans, l'âge de Rastignac.

Disgracieux, décrit comme « une figure singulière », il est malin et sait flairer le vent. Il ouvre une « petite poste » sur un quai de Loire auquel une poterne donne son nom. Avec son fils, puis ses petits-fils - et ce prénom de Victor qu'ils se transmettent comme un passage de témoin - les irréductibles Mangin, cauchemars des préfets, vont donc fonder la presse nantaise. Ils auront des ennus judiciaires sous tous les régimes successifs ; suspendus, accablés d'amendes, ils iront tour à tour en prison. Mais ils tiendront cependant

bon, avec même, aux heures difficiles, le soutien d'un illustre abonné, nantais par sa mère, Victor Hugo, alors proscrit



sur son rocher anglo-normand. Et ce n'est qu'en 1876 qu'Evariste, le dernier des Mangin, passe le flambeau à G. Schwob. Les Mangin sont ainsi

les figures emblématiques d'une saga qui commence avec ce 1^{er} tome (un second est à paraître en octobre). Elle met en lumière des héros d'un jour, et des anonymes, pris dans la course des évènements. En redonnant vie à des personnages statufiés qui appartiennent à l'histoire, elle remet à jour ce « vocabulaire intime » de l'histoire de la presse d'une ville dont Charles Monselet dit qu'« on devrait [la] faire pour chaque ville », et qu'ainsi « le cœur en battrait plus fort ».

J-C Cozic et D.Garnier : « La presse à Nantes de 1757 à nos jours : Les années Mangin (1757-1876) », Ed. l'Atalante, Nantes, 2008, 19,50 €.

près de vous

Formation

La deuxième chance

En 2006, dans le département, plus de 16 000 jeunes, sur 49 000, sont sortis du système scolaire sans diplôme. « **L'implantation d'une école de la deuxième chance sur la métropole nantaise peut être une solution** » a affirmé Michel LUCAS lors du dernier conseil de Nantes Métropole. 15 écoles existent actuellement en France. On ne peut cependant se contenter de les développer « **sans remettre en cause ce qui les rend nécessaires. Leur existence pose la question du fonctionnement et des moyens attribués à l'école et ce, dès le plus jeune âge** » tout comme elle pose en grand « **la responsabilité de l'Etat qui doit s'engager pleinement dans cet outil de réinsertion.** »

Trignac

4 médailles de la ville

« **Je voudrais affirmer que si la nouvelle majorité... a été élue avec 66 % des suffrages... on le doit pour beaucoup à l'action des équipes précédentes** » reconnaît Sabine MAHE en cette soirée conviviale du 24 octobre. L'émotion et le rire se mêlent tandis que le maire remet la médaille communale et départementale à Michèle PICAUD, Nicole JAQUES, Roger BILLET et Huguette CHIABIERGE. Chacun d'entre eux ont accompli au moins quatre mandats en mairie et dans les luttes au service des Trignacais. « **Ce n'est pas par hasard si vous recevez ces médailles, c'est l'engagement de toute une vie** » conclura dans sa brève intervention Roger DAVID, le Conseiller général, résumant le sentiment général.



Nantes Métropole

Non au travail du dimanche

Le Conseil de Nantes Métropole a refusé, une nouvelle fois les demandes d'ouvertures exceptionnelles des surfaces commerciales, le dimanche. Une position qui « **prend toute sa force au moment où certains ministres vantent les bienfaits du travail dominical** » a souligné Jean Jacques MOREAU exprimant la satisfaction du groupe des élus communistes et républicains. Pour ces ministres, il s'agit d'un volontariat mais on sait ce que veut dire « volontariat » sous la pression patronale, quand le salaire est insuffisant pour finir le mois. Les salaires doivent permettre de vivre dignement et « **le repos du dimanche est et doit rester un repère collectif** » dans une société qui, plus que jamais, « **a besoin de retrouver des valeurs de solidarité** » a conclu le conseiller communautaire.

L'invité

■ Se donner les moyens pour que chacun ait un toit

Depuis 2001, date de création de la communauté d'agglomération, les communes de la CARENE, ont eu à cœur de réaliser de nombreux logements sociaux et de respecter la loi de Solidarité et de Renouvellement Urbain (SRU). Toutes les communes ? Ce serait trop beau ! Pornichet et Saint André des Eaux ont traîné les pieds, Donges, alors à droite, a, quant à elle, freiné des quatre fers. Nous avons le triste record d'être la commune qui dispose le moins de logements sociaux. Nous plafonnons à 9,6 %. La loi prévoit que les villes qui ne réalisent pas au moins 20 % de logements sociaux dans leurs constructions neuves doivent s'acquitter de pénalités. Donges est lourdement impactée. En effet, ce sont environ 95000 euros d'amende que nous devons verser chaque année. Le logement social abordable et de qualité est, de notre point de vue, un des paramètres essentiels de la mixité sociale et une des conditions d'un développement harmonieux des territoires. C'est pourquoi, immédiatement après son élection, la nouvelle municipalité a pris une série de mesures symboliques. Ainsi la municipalité a-t-elle décidé de réaliser une acquisition foncière proche du centre ville, 4500 mètres carrés, destinés à la construction de logements sociaux. Il n'est pas exclu que d'autres terrains soient acquis par la suite. La réhabilitation de l'ancienne gendarmerie est envisagée : 20 logements pourraient y être aménagés. Il est certain qu'au moment où la loi de finance remet en cause les grandes dotations en direction des communes cette politique volontariste aura des conséquences importantes sur les finances locales. Toutefois, la communauté d'agglomération pourra nous apporter son concours et nous nous inscrivons à l'offensive dans toutes les luttes tant nationales que locales qui permettront de faire prendre toutes ses responsabilités à l'Etat. Car la gauche n'est vraiment la gauche que si elle se donne concrètement les moyens pour que chacun ait un toit.



Alain CHAZAL
maire adjoint à Donges

L'activité

■ Franchissement de la Loire

Roger David :

« Continuer le combat ! »

Alors que la construction d'un deuxième pont sur l'estuaire est en panne, le principe d'une régulation du trafic sur le Pont de Saint Nazaire est acquise pour l'été 2010. Un investissement de 9,22 millions d'euros salué par Roger DAVID qui l'a jugé « pertinent » tout en appelant ses collègues à « continuer le combat » pour obtenir le financement d'un nouveau franchissement nécessaire pour « la route des estuaires, le développement futur des activités du Port Autonome Nantes Saint-Nazaire, avec son extension à Donges- Est, le projet d'autoroute de la mer et la desserte du futur aéroport de Notre Dame des Landes ». Constatant la facilité de L'Etat à renier ses engagements, il a également appelé l'assemblée à la vigilance afin que les pouvoirs publics qui, dans les années 70 ont décidé, à coup d'échangeurs et de quatre voies, « de couper en quatre » Trignac et « en deux » Montoir de Bretagne, ne puissent pas, demain, « se laver les mains du désenclavement de la Zone Industrielle des Forges à Trignac nécessaire au renouvellement urbain du bourg. »

■ Région

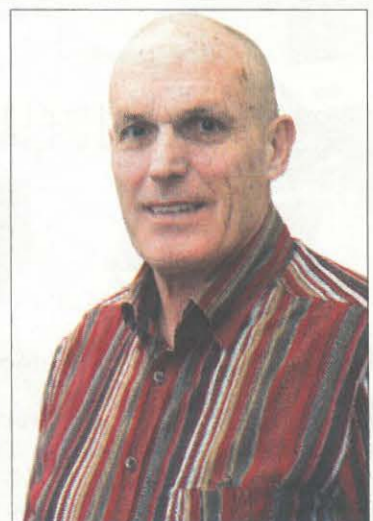
Aider les collectivités, c'est combattre la crise

A l'occasion du vote d'une décision modificative au budget 2008, Hubert DELAHAIE s'est étonné qu'un pays qu'on disait, il y a peu, « en faillite » puisse subitement mobiliser 360 milliards d'euros pour garantir les prêts interbancaires et déboursier 40 milliards pour recapitaliser les banques. «... **Les salariés paient et vont payer lourdement si on laisse faire sans réagir ceux qui nous ont conduit dans le mur** ». Pour combattre la crise, les collectivités sont des points d'appui : « **Une rame de TER en plus, c'est moins d'argent pour alimenter la bulle financière, une rénovation lourde d'un lycée, c'est moins de fric pour la bourse, la gratuité des manuels scolaires, la dotation aux apprentis, c'est moins pour spéculer sur le prix des denrées alimentaires qui provoquent les émeutes de la faim dans le monde.** » Pourtant, l'Etat pénalise les premiers investisseurs publics du pays. Ainsi, le projet de réforme de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) ne devait plus tenir compte du nombre de logements sociaux des communes dans son mode de calcul (devant la levée de boucliers, la mesure a été reportée à 2010). Ainsi, « **la lenteur pour ne pas dire plus** » avec laquelle les Pouvoirs Publics engagent leurs financements dans le Contrat de Projet régional : « **On peut chiffrer à l'heure actuelle à 16 millions d'euros, les retards accumulés sur des opérations concernant aussi bien les transports, la recherche que les communications routières.** »

■ Saint-Nazaire

A propos des augmentations de loyers

2,35 % d'augmentation des loyers pour 2009 à l'OPAC de Saint Nazaire, une décision qui fait débat parmi les communistes sur un terrain sensible où il n'est pas facile de trancher. Il y a, d'un côté un OPAC : Silène qui gère 8700 HLM (les logements sociaux représentent 27 % des logements nazairiens) et, de l'autre, 3000 demandeurs qui voudraient bien avoir un toit le plus vite possible. Il y a le désengagement de l'Etat et des luttes difficiles à mener... Il y a aussi une municipalité de gauche dont les décisions sont parfois justement critiquées mais qui, sur le terrain de l'habitat, mène une politique offensive et progressiste à laquelle les élu-e-s communistes contribuent largement. Sur leur proposition, l'objectif, fixé par la majorité est d'atteindre les 30 % de logements sociaux au cours du municipale. Cela suppose de dégager des moyens qui permettent à l'office d'aller au-delà de l'entretien du patrimoine existant. Les élus majoritaires ont également exprimé la volonté, la loi en donne aujourd'hui le droit, que Silène dispose de moyens financiers pour intervenir en tant qu'aménageur et dispute ainsi ce terrain aux privés qui voudraient bien en faire leur chasse gardée. Il y a enfin une volonté de dialogue que les communistes ont favorisé et qui s'est concrétisée cet automne - avant le conseil d'administration de l'OPAH qui devait décider du montant des loyers - par une table ronde réunissant les présidents des groupes politiques de la majorité municipale et l'organisation représentative des locataires, la CNL. Initialement prévue à + 2,94 %, la hausse des loyers fut fixée, après cette séance de travail et de réflexion fortement argumentée, au minimum jugé indispensable : + 2,35 %. Au conseil d'administration du 31 octobre, la CNL a voté contre comme c'est son droit, l'élu communiste présent a approuvé.



Le président du groupe, Christian Saulnier

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



3 Rivières

Samedi 15 novembre

Basse Loire

Jeudi 27 novembre

Brière

Samedi 29 novembre
(Attention la date a changé)

Loire et Sèvre

Samedi 29 novembre

Nantes

Samedi 29 novembre

Pays de Retz

Samedi 15 novembre

Presqu'île

Samedi 22 novembre

Rezé Sud Loire

Samedi 22 novembre

Saint-Nazaire

Vendredi 21 et samedi 22 novembre

Val de Loire

Vendredi 28 novembre

Section

de St Herblain

Gesvre et Cens

Samedi 22 novembre

Chateaubriant

Mercredi 19 novembre

■ Au port : le match n'est pas fini

À l'instar d'un match de tennis qui se joue en 3 sets, le premier set fut perdu par les ouvriers portuaires : la loi du 4 juillet 2008 qui prévoit le transfert des outillages vers les entreprises de manutention et qui prévoyait également le « transfert » des personnels fut votée... et ceci malgré une lutte longue et acharnée de plusieurs mois et des actions hautement symboliques (blocages des terminaux, taggagé des bureaux de Michel Quimbert, envahissements des locaux du port, carrefour du bois à la Beaujoire, blocage du périphérique, action sur le Tour de France, etc...)

Un moment important vient de se dérouler dans le deuxième set : la signature d'un accord cadre par le Secrétaire d'Etat aux Transports, les organisations patronales et syndicales et notre Fédération CGT des Ports et Docks.

Cet accord amène des garanties sociales et économiques aux personnels des ports qui restent au Grand Port Maritime (ex- Port Autonome depuis ce 11 octobre), ou qui sont détachés dans des filiales ou des entreprises de manutention.

Le troisième set va débuter dans les prochains jours, set décisif, où va être décidé le plan stratégique du GPM Nantes Saint-Nazaire et le devenir de son personnel.

La partie risque d'être longue et difficile.

La mobilisation n'ayant pas fléchi, même si le mouvement de grève nationale a été levé suite à la signature de cet accord cadre, les camarades sont prêts à repartir.

Grâce à l'action de tous les salariés des ports français (dockers, personnels des PA et chambres de commerce maritime) et des élus communistes au Sénat, nous avons obtenu deux points importants dans la loi : la possibilité de négocier un accord cadre pour préserver les salariés et une nouvelle convention collective pour les agents d'exploitation.

Suite à plusieurs mois de négociation appuyés par un mouvement social de haut niveau, l'accord cadre qui contenait 5 pages au mois de Mai 2008 en compte 22 à sa signature le 30 octobre 2008.

Fruit du travail du secrétariat et du bureau de notre Fédération : l'intégration de pratiquement tous les points fondamentaux que nous nous étions fixés, c'est-à-dire des garanties salariales, une retraite supplémentaire, une mutuelle prévoyance, des œuvres sociales, des garanties du droit syndical, des garanties d'emploi dans les filiales, un droit de retour au GPM étendu à 14ans, une concertation avec les organisations syndicales représentatives,....

Trois autres points et non des moindres ont été aussi actés, à savoir :

1°) Mise en place d'une convention tripartite de détachement, on ne parle plus de transferts systématiques purs et durs des personnels.

2°) La nouvelle convention collective devra être négociée pour le 30 juin 2009 et elle s'appliquera à l'ensemble de travailleurs portuaires

3°) Reconnaissance de la pénibilité pour les travailleurs portuaires et mise en place d'une cessation d'activité anticipée, un accord doit aussi être signé pour le 30 juin 2009

Une fois de plus, la lutte solidaire de travailleurs portuaires a payé.

Il nous faut gagner ce troisième set et que personne ne soit laissé sur le bord du fleuve.

Notre syndicat remercie tout particulièrement les Elus Communistes de l'Assemblée Nationale et du Sénat pour le travail important qu'ils ont fait face à une droite revancharde et dédaigneuse, mais malheureusement leur petit nombre ne permet pas toutes les victoires escomptées, d'où l'importance de donner de la force au Parti Communiste Français pour lutter contre les mauvais coups qui tombent sur une classe ouvrière, actuellement, quelque peu goggy.

Le secrétaire général
Yves Tual

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication: Aymeric SEASSAU

Commission paritaire: N° 0310 I 86504

Imprimerie: IMPRAM Lannion

Composition: SEM Locminé

Responsable de la rédaction:

Aymeric SEASSAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36

e-mail: nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:

Marie-Annick BENÂTRE

Yannick CHENEAU

Michel DEJEU

Pedro Maia

Jean-Yves MARTIN

Yann VINCE



Vite lu...



■ L'espoir OBAMA

La récente victoire de Barak OBAMA est à juste titre historique. Premier président noir des Etats-Unis, **il vient de balayer d'un revers de main le candidat républicain ultra-conservateur et par là même, de porter une lourde sanction envers les politiques menées par son prédécesseur.**

Souhaitons que son mandat soit tout autant historique et que les USA rompent avec les logiques de guerre au profit d'un dialogue constructif. OBAMA est très attendu sur la scène internationale, notamment pour éteindre les brasiers allumés par George W. Bush.

Il ne devra pas tromper l'espoir de tout un peuple, et même de tout un Monde. Il devra rétablir le dialogue avec les pays progressistes d'Amérique Latine et en tout premier lieu avec Cuba qui souffre depuis trop longtemps de l'embargo. Conformément à ses engagements, il doit au plus vite retirer ses troupes d'Irak, et fermer la prison de Guantánamo. Il est plus que tant d'en finir avec l'unilatéralisme et ses basses visées qui enflamment le Proche-Orient et divisent le monde.



Nous étions présents à vichy le 3 novembre pour dénoncer la construction d'une «Europe Forteresse», la directive de la honte adopté par les chefs d'Etat européens à Bruxelles le 16 octobre dernier, et exprimer notre

dégoût qu'à suscité le choix de Vichy pour ce sommet. Cusset (commune communiste limitrophe de Vichy) était le point de départ de ce contre sommet, il était prévu de parcourir Vichy, par un trajet bien défini et autorisé, et de terminer



Par Paul Marchand

la manifestation devant la mairie.

dans le centre de Vichy dans le calme, toutes

Bien entendu, nous ne pouvions nous approcher de l'espace du sommet officiel, « sécurisé » par 800 CRS et gardes mobiles, 2 hélicoptères et des membres du GIGN. La manifestation, qui comptait approximativement 3000 personnes, se dirigeait

les générations y étaient présentes. Le cortège fut heurté par des barrages imposants de la police, ce fut ni plus ni moins une invitation à l'affrontement avec les jeunes libertaires venus pour en découdre. La provocation ne fut pas sans réponse, le service d'ordre fut alors vite débordé et la réponse des forces de l'ordre fut très rapide : tirs de gaz lacrymogènes, dispersion de la foule, puis regroupement à la gare de Vichy. La décision fut celle de rejoindre le centre culturel de Cusset où un meeting était organisé puisque le trajet jusqu'à la mairie n'était plus autorisé. Le

déplacement sur 3km se déroula sous la pression incessante des forces de l'ordre qui au final prenaient position autour du centre culturel pour provoquer à nouveau des affrontements, empêchant par la suite le meeting de se dérouler comme prévu. Organiser un sommet sur l'immigration à Vichy était déjà honteux, quadriller la ville par un dispositif de sécurité sans précédent et empêcher l'expression démocratique des citoyens donnait une singulière résonance à ce qui était clamé dans les rues de Vichy : «Pétain, reviens, t'as oublié tes chiens ».